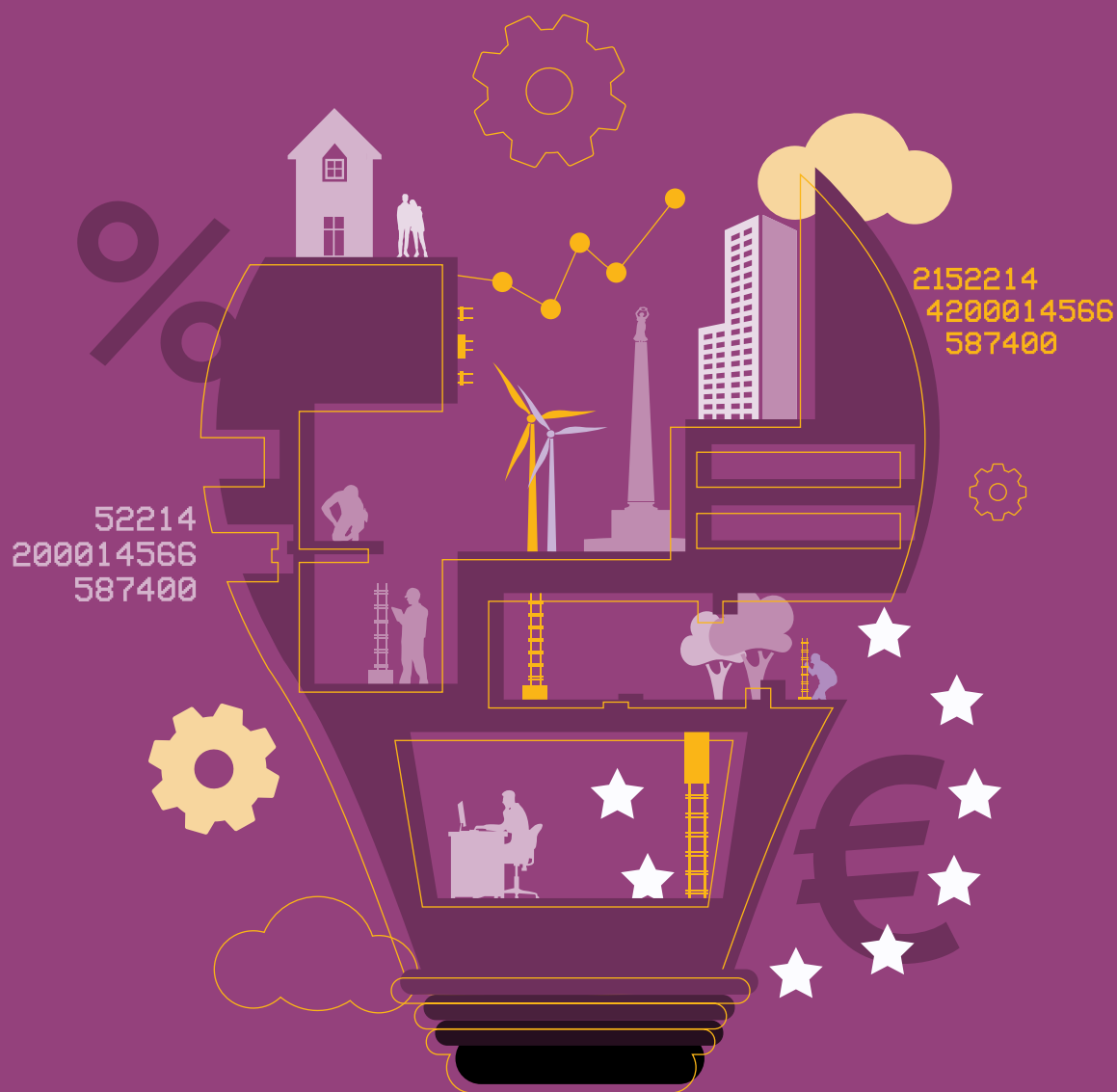


2021

Rapport d'activité





2152214
4200014566
587400

2021

Rapport d'activité

AVANT-PROPOS

2021, année de la plus forte croissance économique depuis 2007, avec une progression survoltée du PIB non seulement au Luxembourg mais plus généralement au sein de la zone euro et dans le monde. Faut-il y voir une soudaine résurgence des Trente Glorieuses ? Pas précisément : il s'agit simplement d'un effet de rebond dans la foulée de l'annus horribilis 2020.

« [...] le Luxembourg avait déjà bien résisté à la crise en 2020 avec un PIB en recul de 1,8%, soit un décrochage nettement moindre qu'au cœur de la Grande Récession en 2009. »



Ne gâchons cependant pas notre plaisir : le rebond en question est tout de même fort appréciable, pour user d'une litote. Il l'est d'autant plus qu'en définitive, le Luxembourg avait déjà bien résisté à la crise en 2020 avec un PIB en recul de 1,8%, soit un décrochage nettement moindre qu'au cœur de la Grande Récession en 2009 (avec 3,2% de moins en une seule année). Plus 7% succédant à -1,8 signifie qu'en moyenne, le PIB a augmenté à un rythme de 2,5% de 2019 à 2021. En outre, la croissance (mais à voir compte tenu du contexte géopolitique...) serait de l'ordre de 3,5% en 2022 selon la plupart des observateurs. Malgré un contexte on ne peut plus « plombé », il s'agit d'oscillations autour de la fameuse « croissance tendancielle » souvent évoquée de 3%.

On pourra, peut-être à juste titre, nous accuser d'être des maniaques de la croissance. Constatons tout de même que la relative bonne tenue (surtout compte tenu d'un contexte s'apparentant à un 10ème cercle des enfers de Dante...) de l'économie grand-ducale s'est accompagnée d'un franc recul du sous-emploi ces derniers mois. Avec 4,9% en janvier, le taux de chômage est le plus bas depuis 2009. Même si dans le même temps de nombreuses situations de détresse sociale ont été accentuées par la « crise COVID ».

Il y a au total de quoi avoir le tournis : nous avons connu tour à tour l'effondrement du PIB (en particulier au 2ème trimestre de 2020), puis un rebond dont la rapidité et l'ampleur ont surpris, une flambée puis une spectaculaire résorption du chômage. Le tout avec pour toile de fond un véritable mouvement brownien, fait de taux d'intérêt historiquement faibles (votre serviteur a l'essentiel de sa vie connu un taux d'intérêt réel de 3% l'an...), d'inflation immobilière et d'inflation « tout court », de problèmes géopolitiques, de ruptures de chaînes de valeur, de pénuries de matières premières, de microprocesseurs ou de main-d'œuvre, et cætera.

La période 2020-2021 fut donc particulièrement dense. Pour un économiste (un sociologue, un historien, un médecin, un responsable politique, ...), ces deux années équivalent à une éternité. IDEA n'a pas pour autant contribué 5 à 10 fois plus au débat public qu'à l'accoutumée, mais nous avons la faiblesse de croire que nous avons tout mis en œuvre pour bien appréhender – et surtout pour bien transmettre – les multiples événements qui ont jalonné une année 2021 réellement vertigineuse.

A vous de juger, sur la base de ce rapport d'activité qui vous incitera sans doute à vous pencher plus avant sur nos diverses publications et sur les événements associés.

« Nous avons connu tour à tour l'effondrement du PIB [...], puis un rebond dont la rapidité et l'ampleur ont surpris, une flambée puis une spectaculaire résorption du chômage. »



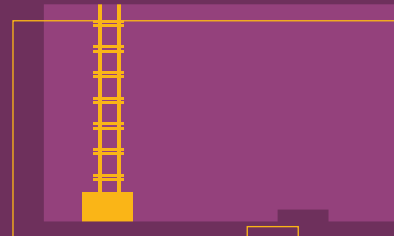
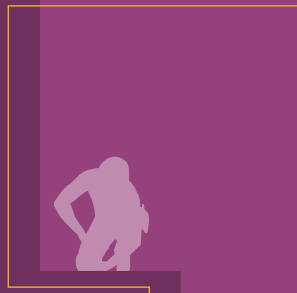
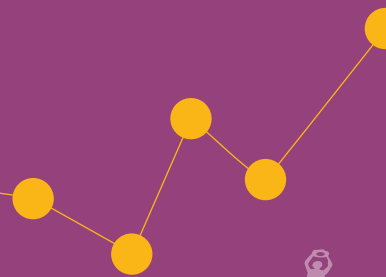
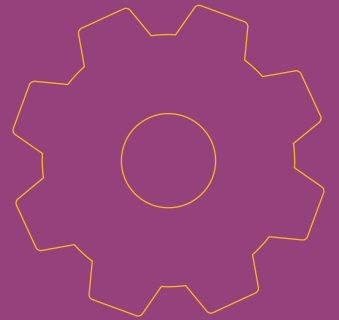
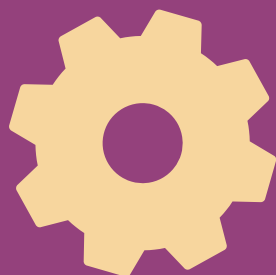
SOMMA

À propos d'IDEA	08t
Équipe et Gouvernance	09
Faits marquants : faire vivre le débat	12
Les principaux événements	14
Les principales publications	20
La presse	34

IRE



52214
200014566
587400



À PROPOS D'IDEA

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert. Créé à l'initiative de la Chambre de Commerce en 2014, IDEA a pour mission de susciter et d'alimenter un débat public de qualité par des propositions constructives pour répondre aux défis socioéconomiques d'envergure.

IDEA s'est donné pour ambition de penser un avenir durable pour le Luxembourg dans le cadre d'une démarche globale s'appuyant sur les trois piliers de son action :

Identifier les grands défis ; Produire des connaissances et des idées nouvelles ; Alimenter et participer au débat public.

Cette démarche implique notamment l'élaboration de scénarios d'avenir permettant de mettre en évidence différentes menaces et opportunités auxquelles le Luxembourg sera confronté dans les années à venir. Elle implique pour le laboratoire d'idées de contribuer à l'émergence d'une véritable culture économique et sociale, à rebours de toute inclination à l'approximation en se fondant sur des valeurs de **rigueur**, de **grande ouverture**, de **transparence** et d'**agilité**.

IDEA invite le public à discuter de manière contradictoire les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organise à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques avec des experts et parties prenantes d'horizons variés sur tous les sujets traités.

ÉQUIPE

ET GOUVERNANCE

L'autonomie est au cœur de la gouvernance d'IDEA, de son fonctionnement au jour le jour. Elle inspire le choix de ses thèmes de recherche et la manière de les aborder, la transmission de ses messages et recommandations. Il en va en effet de sa crédibilité. De même, IDEA se préoccupe de problématiques ayant trait à l'« intérêt général », via une démarche propre et originale.

Les travaux d'IDEA résultent d'un processus itératif qui fait intervenir en amont le Conseil d'administration – qui fixe les grandes orientations, discute et adopte le programme de travail – l'équipe opérationnelle – qui propose une première mouture du programme de travail et le met en œuvre – et le Conseil scientifique – qui se prononce sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux.

L'ÉQUIPE OPÉRATIONNELLE



De gauche à droite : **Michel-Edouard Ruben** - Senior Economist, **Julien Mpia Massa** – Chargé de Communication, **Thomas Valici** – Économiste, **Muriel Bouchet** – Directeur, **Narimène Dahmani** – Économiste et **Vincent Hein** – Senior Economist.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



**Michel
WURTH**

Président de
Fondation IDEA asbl,
Président honoraire de la
Chambre de commerce



**Erna
HENNICOT-
SCHOEPGES**

Vice-Présidente
de l'Institute for
cultural diplomacy



**Isabelle
LENTZ**

Directrice commerciale
et marketing HORECA
Munhowen SA



**Pierre
AHLBORN**

Administrateur délégué de
la Banque de Luxembourg



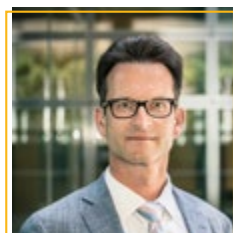
**Marc
WAGENER**

COO et Director
entrepreneurship de la
Chambre de commerce



**Stéphanie
DAMGÉ**

Directrice
de Jonk Entrepreneuren
Luxembourg asbl



**Carlo
THELEN**

CEO de la
Chambre de commerce

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE



**Michèle
FINCK**

Senior Research Fellow, Max Planck Institute for Innovation and Competition, Chair of Law and Artificial Intelligence University of Tübingen



**Rolf
TARRACH**

Recteur émérite de l'Université du Luxembourg



**Michel
BEINE**

Professeur d'économie à l'Université du Luxembourg



**Wladimir
RAYMOND**

Economiste, Consultant



**Carlo
THELEN**

CEO de la Chambre de commerce



**Lucien
HOFFMANN**

Directeur du Département recherche et innovation environnementales du LIST



**Stéphanie
SCHMITZ**

Attachée à la Représentation Permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne



**Marc
WAGENER**

COO et Director entrepreneurship de la Chambre de commerce



**Marc
HOSTERT**

Conseiller de Gouvernement 1^{ère} Classe

FAITS

MARQUANTS

FAIRE VIVRE LE DÉBAT

Entre retour en présentiel et télétravail, l'équipe d'IDEA a su rassembler et faire vivre le débat public en 2021, dans les limites et le respect des règles sanitaires (voire de la qualité des connexions internet !), autour de thèmes qui marqueront la sortie de crise comme le logement, les finances publiques ou encore les échanges transfrontaliers. L'année fut également marquée par l'édition d'un recueil de contributions de 18 auteurs, grands témoins d'un « Inventaire avant sortie de crise » et ponctuée de nombreux échanges.

RECUEIL D'IDEA : INVENTAIRE AVANT SORTIE DE CRISE !



ENTRETIEN AVEC LE RAPPORTEUR DU BUDGET 2022



Des propositions concrètes d'amendements budgétaires ont été présentées et discutées à l'occasion d'un échange avec le Rapporteur du Budget 2022. Elles visaient à accompagner les ménages les plus précaires, à soutenir les entreprises, à renforcer la politique du logement et à préparer le pays face aux grands défis d'avenir.

**ENTRETIEN AVEC S.E. L'AMBASSADEUR
DE BELGIQUE AU LUXEMBOURG,
MONSIEUR THOMAS LAMBERT.**



**« POLITIQUE(S) DU LOGEMENT : BONS MOTIFS,
GROS MONTANTS, FAUX PROBLÈMES, VRAIS
ENJEUX, ET CETERA »**



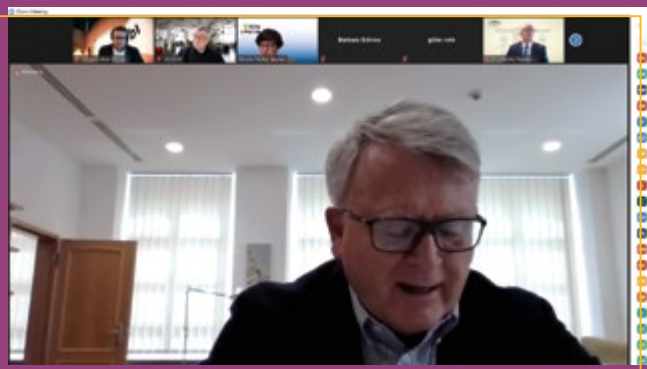
**AUDITION PAR LA COMMISSION « AFFAIRES
SOCIALES » DU CONSEIL PARLEMENTAIRE
INTER-RÉGIONAL DE LA GRANDE RÉGION.
> 21 MAI**



**LA BARRE DES 1.600 FOLLOWERS
A ÉTÉ FRANCHIE SUR LINKEDIN**



**155
COUVERTURES
PRESSE : +19 %**



Vincent Hein a été auditionné par le Conseil Parlementaire Interrégional de la Grande Région aux côtés de Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Insertion et de Julien Dauer, Directeur de l'association Frontaliers Grand Est, sur les enjeux liés au développement du télétravail dans un contexte transfrontalier.



**58
CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES SUR NOTRE
SITE INTERNET**

**57
NEWSLETTERS ENVOYÉES :
+32 % D'ABONNÉS**



**7
ÉVÉNEMENTS :
UN RETOUR (PROGRESSIF)
AU PRÉSENTIEL...**

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Débats d'IDEA, matinales, rencontres, workshops et conférences sont au cœur du modèle de notre laboratoire d'idées. Malgré les soubresauts de la pandémie, le public d'IDEA a répondu présent à notre retour d'événements en présentiel.

LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR IDEA

16 MARS 2021

CONFÉRENCE DE PRESSE DE PRÉSENTATION DE L'AVIS ANNUEL 2021 DE LA FONDATION IDEA ASBL.

IDEA a présenté, en visioconférence, son Avis annuel 2021, intitulé : « L'An 2020, vain ! ».



17 JUIN 2021

CONFÉRENCE PRESSE : INVENTAIRE AVANT SORTIE DE CRISE.

Présentation, en avant-première, à la presse de la publication du recueil de contributions d'IDEA : « Inventaire avant sortie de crise ! »



07 JUILLET 2021

RÉFORME FISCALE, UN CONCEPT À LA COM' ?

Lors d'une discussion animée par Michel-Edouard Ruben, Economiste à la Fondation IDEA, Sylvain Hoffmann, Directeur de la Chambre des Salariés, Jean-Paul Olinger, Directeur de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et Alain Steichen, Professeur associé à l'Université du Luxembourg, Managing partner à Bonn Steichen & Partners, ont eu l'occasion de développer leurs contributions au recueil d'IDEA « Inventaire avant sortie de crise ! » paru le 17 juin et d'aborder diverses questions comme la possibilité de « réformer la fiscalité », les notions de « justice fiscale » et de fiscalité « internationale » des entreprises, ou encore l'importance de la fiscalité dans la lutte contre les inégalités et dans la construction d'un « après » soutenable.



13 JUILLET 2021

CONFÉRENCE DE PRESSE : TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE ET SOCIAL – JUILLET 2021.

Près d'un an et demi après le déclenchement d'une crise aussi imprévue qu'inédite et au moment où l'économie montrait des signes de reprise, la conférence fut l'occasion de faire le point sur la conjoncture économique et sociale du Luxembourg à travers la situation des entreprises, des ménages et des finances publiques, notamment.



20 JUILLET 2021

MATINALE : DETTES PUBLIQUES DANS LA ZONE EURO : EST-CE SI GRAVE ?

En sa qualité de Président de la Fondation IDEA, Michel Wurth a introduit la Matinale, rappelant qu'il s'agissait de la deuxième manifestation ouverte au public (physiquement) depuis la sortie du Recueil d'IDEA intitulé : « Inventaire avant sortie de crise ! ». Muriel Bouchet a ensuite présenté l'idée du mois N°25 « Dette COVID : soutenable ? » qui revient sur les retombées en termes de finances publiques de la pandémie et les enjeux posés pour les années à venir. Georges Heinrich a ensuite réagi à la présentation de Muriel Bouchet. Il a également précisé les contours de sa publication récente, titrée « Stability and Growth Pact: Dropping the anchor to gain stability », dans le recueil de contributions d'IDEA, « Inventaire avant sortie de crise ! », et qui propose un nouveau cadre budgétaire européen.



10 NOVEMBRE 2021**« POLITIQUE(S) DU LOGEMENT : BONS MOTIFS, GROS MONTANTS, FAUX PROBLÈMES, VRAIS ENJEUX, ET CETERA »**

Une Matinale sur le thème du logement a été organisée devant un large public en présence de Madame Semiray Ahmedova, Députée, Présidente de la Commission du Logement et de Monsieur Nicolas Buck, CEO de Seqvoia SA. L'événement a débuté par une présentation de Michel-Edouard Ruben, Economiste à la Fondation IDEA. Cette Matinale a été l'occasion d'échanger sur le taux de propriétaires (68,4%) supérieur à ce qu'il était en 1970 (56%) et au même niveau qu'en 2010 (68,1%), la politique de logements abordables, les formes nouvelles et alternatives d'habitation, l'importance de l'urbanisme, les potentiels effets d'aubaine induits par les aides à l'accession à la propriété, la possibilité de nouer des contrats avec les propriétaires de terrains pour les inciter à les mobiliser, la (non)responsabilité sociale des entreprises de loger leurs salariés, la fiscalité immobilière, etc.

23 NOVEMBRE 2021**CONFÉRENCE DE PRESSE : ÉCHANGES AUTOUR DU PROJET DE BUDGET 2022.**

Cette conférence a été l'occasion d'évoquer la résilience du Luxembourg face à la crise, ses conséquences et les défis pour l'avenir. Des propositions d'amendements au projet de Budget 2022 ont été faites et elles pourraient utilement compléter ce dernier dans le but d'améliorer la protection des ménages les plus vulnérables, de soutenir les entreprises, de limiter la pression sur le marché de l'immobilier et de ne pas injurier l'avenir du pays. Une analyse des comptes de l'administration centrale a été réalisée afin de savoir si l'estimation de ses recettes dans les projets de lois budgétaires successifs s'est avérée fiable.



LES ÉVÉNEMENTS EN PARTENARIAT

08 MARS 2021

CONSTRUCTION ET COVID : UN ÉTAT DES LIEUX. EN COLLABORATION AVEC L'ORDRE DES ARCHITECTES ET DES INGÉNIEURS-CONSEILS (OAI).

Dans les prochaines années, entre les difficultés de recrutement, les besoins considérables en logement et en infrastructures et la crise écologique, comment répondre aux équations toujours plus complexes qui se profilent pour les acteurs du secteur ? D'ailleurs, combien la construction pèse-t-elle réellement dans l'économie luxembourgeoise de manière directe, indirecte... et induite ? Autant de questions que l'OAI et la Fondation IDEA ont abordées avec François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Ministre de la Défense ; Lex Delles, Ministre des Classes moyennes et Ministre du Tourisme ; Sala Makumbundu, Architecte, Secrétaire Générale OAI et Paul Nathan, Entrepreneur, Vice-Président de la Chambre des Métiers. La conférence fut animée par le journaliste Thierry Nelissen.



20 JANVIER ET 31 MARS 2021

CYCLE DE CONFÉRENCES QUO VADIS GRANDE RÉGION SUR LE TÉLÉTRAVAIL.

Le nouveau cycle de conférences Quo Vadis Grande Région portait en 2021 sur le thème du télétravail dans l'espace transfrontalier. Les deux conférences étaient organisées en partenariat avec la Chambre de Commerce et son réseau Enterprise Europe Network, l'Institut de la Grande Région et la SOLEP. Parmi les orateurs à ces deux événements en ligne, Jean-Jacques Rommes, alors Président du Conseil Economique et Social, Michèle Detaille, Présidente de la FEDIL, Fabienne Dasnoy, head of Corporate culture & RH Social responsibility à la BGL BNP Paribas, Laetitia Hauret, chercheuse au LISER, Didier Junker, secrétaire régional de la CFDT Grand Est, Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région, Valérie Debord, Vice-présidente de la Région Grand Est, Pierre Cuny, Maire de Thionville, Julien Dauer, Directeur de Frontaliers Grand Est, Marie-Josée Vidal, Coordinatrice générale de l'Aménagement du Territoire et Vincent Hein, économiste IDEA.

29 ET 30 MAI 2021

JOURNÉE DE L'ÉCONOMIE, LUXEMBOURG.

Dans le cadre de la Journée de l'Economie le 29 et 30 avril 2021 consacrée à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), un questionnaire « flash » portant sur le thème de l'événement a été envoyé aux membres du Consensus d'IDEA. L'objectif était de sonder l'opinion des décideurs économiques luxembourgeois sur un certain nombre de questions soulevées dans cet événement, qui ambitionnait de passer en revue les défis concrets pour les entreprises de la RSE, avec un accent particulier sur la transition écologique. Vincent Hein a présenté les résultats lors de l'événement et en a débattu avec François Mousel, Partner chez PWC et Serge Allegrezza, Directeur du STATEC.



17 NOVEMBRE 2021

CONFÉRENCE DU PROF. DR PAUL WILMES | THE COVID-19 PANDEMIC AND THE RESPONSE BY THE SCIENTIFIC COMMUNITY IN LUXEMBOURG AVEC LES AMIS DE L'UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG.

Le Prof. Dr Paul Wilmes est l'un des portes paroles de la COVID-19 Task Force et chercheur au Luxembourg Centre for Systems Biomedicine de l'Université du Luxembourg. Le témoignage du Professeur Wilmes fut l'occasion de se replonger dans les premiers jours de la pandémie, une période où l'incompréhension, l'inquiétude, voire la peur étaient au rendez-vous. Selon le Professeur, il est désormais possible d'affirmer que la quasi-totalité des prévisions épidémiques faites par la Task Force COVID-19 étaient très proches de la réalité et qu'elles ont permis au gouvernement de limiter la durée des périodes de confinement au Luxembourg, notamment en comparaison internationale. Le Professeur Wilmes a insisté sur le fait que ces résultats sont probablement le fruit d'une collaboration efficace entre les institutions universitaires et le gouvernement luxembourgeois. Dans sa conclusion, le professeur Paul Wilmes a exprimé son entière satisfaction à l'égard de cette collaboration très fructueuse. Tous les acteurs impliqués ont su planifier et mettre en œuvre, dans un délai minimal, une toute nouvelle stratégie d'atténuation et, avec la population luxembourgeoise et frontalière, ils ont établi une routine efficace et fluide pour faire face à cette pandémie.

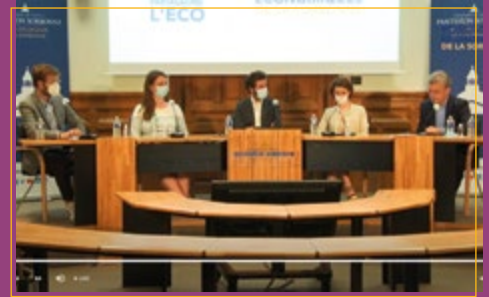


LES PARTICIPATIONS À DES ÉVÉNEMENTS

02 JUIN 2021

FORUMS ÉCONOMIQUES DE LA SORBONNE

Muriel Bouchet, Directeur d'IDEA, a participé à une table ronde sur le thème « Financer l'économie de demain » à l'occasion des Forums Economiques de la Sorbonne. Avant d'en débattre avec Simon Ray, Economiste à la Société Générale ; Christine Jacglin, Directrice Générale de la Banque Palatine ; Camille Leca, Directrice des activités de cotations du groupe Euronext et Victor Lequillier, vice-président du laboratoire d'idées BSI Economics qui animait le panel, Muriel Bouchet a réalisé une présentation portant sur les capacités de financement des Etats, l'évolution de leur endettement, le plan NextGenerationEU et les enjeux du financement de la transition écologique et climatique (TEC). La présentation a été l'occasion de mettre en avant que cette dernière pourrait s'avérer peu coûteuse en termes d'endettement public à moyen terme, pourvu toutefois que les projets d'investissement associés soient bien sélectionnés, mais aussi que soutenir la croissance économique est essentiel. En France, une croissance annuelle plus élevée à raison de 0,2% induirait une diminution de quelque 10 points de PIB du ratio d'endettement à l'horizon 2040.



04 NOVEMBRE 2021

FORUM GRANDE RÉGION AVEC L'UNIGR-CENTER FOR BORDER STUDIES, L'INSTITUT DE LA GRANDE RÉGION, L'OBSERVATOIRE INTERRÉGIONAL DU MARCHÉ DE L'EMPLOI ET LE MINISTÈRE LUXEMBOURGEOIS DE L'ÉNERGIE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.

Vincent Hein est intervenu au Forum Grande Région du 4 novembre. Le thème de la 7ème édition était la cohésion sociale et territoriale dans la Grande Région abordé autour de 3 questions : Quel rôle jouent les identités et le multilinguisme pour une cohésion transfrontalière ? ; À quoi peuvent ressembler les stratégies de cohésion dans l'aménagement du territoire transfrontalier ? ; et quelles leçons peut-on tirer de la pandémie pour le marché du travail transfrontalier ?

19 NOVEMBRE 2021

SÉMINAIRE EURES GRANDE RÉGION.

Vincent Hein est intervenu lors du séminaire Eures Grande Région où il a fait une présentation sur le thème : Le développement du télétravail dans un contexte transfrontalier basant ses réflexions à partir du marché du travail du Luxembourg.



LES PRINCIPALES PUBLICATIONS



1

AVIS ANNUEL



1

IDÉE DU MOIS



2

CAHIERS
THÉMATIQUES



9

TABLEAUX
DE BORD



1

DOCUMENT
DE TRAVAIL



20

BLOGS



6

DÉCRYPTAGES



10

ÉDITOS

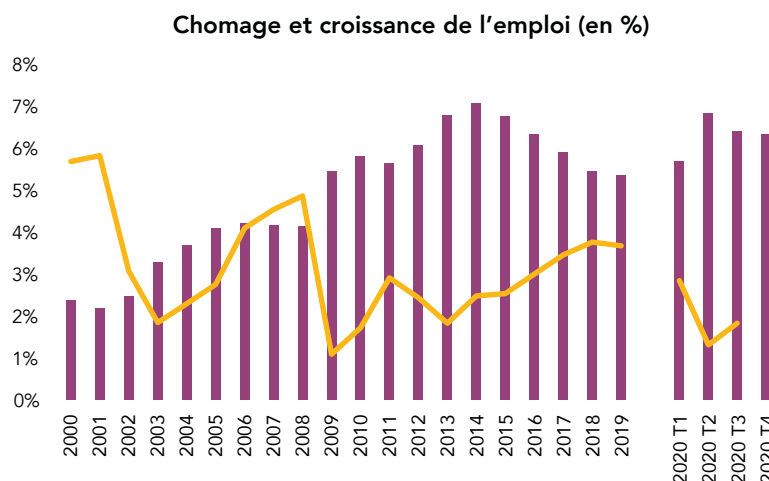
le document est revenu sur la résilience de l'économie luxembourgeoise durant la récession pandémique et les mesures de soutien budgétaire mises en place par le Gouvernement afin de permettre aux entreprises et aux ménages d'affronter la sous-activité qui a cours dans de nombreux secteurs [...]

IDEA a publié son Avis annuel 2021, intitulé : « L'An 2020, vain ! ». Après un tour d'horizon de la conjoncture internationale, le document est revenu sur la résilience de l'économie luxembourgeoise durant la récession pandémique et les mesures de soutien budgétaire mises en place par le Gouvernement afin de permettre aux entreprises et aux ménages d'affronter la sous-activité qui a cours dans de nombreux secteurs à cause des mesures de distanciation physique. La seconde partie de cet Avis était consacrée aux résultats du Consensus économique d'IDEA au travers duquel a été recueilli le sentiment de près de 130 professionnels luxembourgeois quant aux évolutions futures de l'économie mondiale et luxembourgeoise.

Luxembourg: une crise économique confinée

Un emploi toujours croissant

- Emploi : toujours une croissance de l'emploi (orange): +1,9% au 3^{ème} trimestre, -1% chez les 3 voisins
- +4,7% dans le non marchand, +3,8% dans la construction versus réductions dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et Horeca
- Chômage (rouge) : environ 1 point de % de plus, mais légère décline au second semestre 2020



Source : STATEC

CAHIERS THÉMATIQUES

JUIN 2021

RECUEIL D'IDEE : INVENTAIRE AVANT SORTIE DE CRISE !

La situation sanitaire et économique tend à s'améliorer grâce, entre autres, à la double prouesse que constituent l'intégration des « mesures barrières » dans les comportements et la disponibilité de plusieurs vaccins.

La situation sanitaire et économique tend à s'améliorer grâce, entre autres, à la double prouesse que constituent l'intégration des « mesures barrières » dans les comportements et la disponibilité de plusieurs vaccins. L'« embellie » est toutefois sujette à caution tant les questions ouvertes (concernant le logement, la poursuite du télétravail, l'envie d'entreprendre, la montée des inégalités, le renouveau de la culture, la gestion des dettes, la lutte contre l'épidémie, la conduite de la relance économique, les risques de faillites et de multiplications de litiges entre co-contractants) ne manquent pas. Les contributions contenues dans ce recueil visaient à éclairer ces questions.

- **Narimène Dahmani, Michel-Edouard Ruben,** *Soutenir autant que nécessaire, c'est combien !*
- **Muriel Bouchet,** *Comment expliquer la relative bonne performance du Luxembourg en 2020 au-delà du biais financier !*
- **Sylvain Hoffmann,** *Résilience économique... et sociale ?*
- **Christel Chatelain, Sidonie Paris,** *Plan pour la reprise et la résilience du Luxembourg : un coup de pouce pour le développement durable et la digitalisation.*
- **Alain Steichen,** *Justice fiscale » post-pandémique : éléments de réflexion.*
- **François Koulischer, Pauline Perray, Thi Thu Huyen Tran,** *Crise sanitaire et crédits immobiliers au Luxembourg.*
- **Antoine Paccoud,** *L'économie libidinale du foncier.*
- **André Prüm,** avec le concours de **Julie Boyer,** *Faut-il compter sur la théorie de l'imprévision pour réviser les relations contractuelles dont l'économie est brisée par la pandémie de la Covid-19 ?*
- **Georges Heinrich,** *Stability and Growth Pact: Dropping the anchor to gain stability.*
- **Jean-Paul Olinger,** *Le Luxembourg face aux nouvelles réglementations fiscales internationales.*
- **Céline Schall,** *Culture et crise sanitaire : quelques pistes de réflexion.*
- **Vincent Hein,** *Développer le télétravail dans l'espace transfrontalier : quelques réflexions pour l'après Covid.*
- **Louis Chauvel,** *Et si la Covid durait !*

DÉCEMBRE 2021

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE QUALIFIÉE AU LUXEMBOURG : LE RÔLE DE LA POLI- TIQUE D'IMMIGRATION DE MICHEL BEINE

La population résidente ne suffisant pas à combler le manque de main-d'œuvre nécessaire depuis longtemps, l'attraction de talents au Grand-Duché reste un enjeu majeur pour le pays.

Avec plus de 11.000 postes vacants disponibles fin octobre 2021, la problématique du recrutement au Luxembourg est plus que jamais d'actualité. La population résidente ne suffisant pas à combler le manque de main-d'œuvre nécessaire depuis longtemps, l'attraction de talents au Grand-Duché reste un enjeu majeur pour le pays. En particulier, la politique d'immigration doit être suffisamment attrayante pour faciliter l'accueil des profils recherchés sur le territoire.

Dans ce cadre, et afin d'appréhender le contexte de l'immigration au Luxembourg d'une main-d'œuvre qualifiée, quelques chiffres concernant la démographie du Grand-Duché ainsi que de son marché du travail méritent d'être mis en avant.

Michel Beine, Professeur d'économie internationale à l'Université du Luxembourg et membre du Conseil Scientifique d'IDEA a proposé, dans une contribution « Hors-Série », une réflexion sur le rôle de la politique d'immigration luxembourgeoise et la dépendance du Grand-Duché à la présence d'une main-d'œuvre qualifiée provenant de l'étranger.



DOCUMENT DE TRAVAIL N°17

NOVEMBRE 2021

DOCUMENT DE TRAVAIL N°17 : QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE BUDGET 2022 !

Avec des performances bien meilleures que celles anticipées, le Luxembourg confirme sa résilience face à cette crise et ses conséquences.

Dans un contexte de reprise économique, le projet de budget 2022 et le projet relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2021-2025 ont été présentés le 13 octobre 2021. Avec des performances bien meilleures que celles anticipées, le Luxembourg confirme sa résilience face à cette crise et ses conséquences.

En complément des principales mesures annoncées dans le cadre de la présentation de la loi budgétaire pour renforcer les investissements publics, accompagner la transition énergétique, rendre le logement plus abordable et soutenir la formation ainsi que la transition digitale, plusieurs mesures pourraient utilement compléter le budget dans le but d'améliorer la protection des ménages les plus vulnérables, de soutenir les entreprises, de limiter la pression sur le marché de l'immobilier et de ne pas injurier l'avenir du pays.

ACCOMPAGNEMENT DES MÉNAGES

1. Attribution automatique et revalorisation du crédit d'impôt monoparental

Attribuer automatiquement et revaloriser le crédit d'impôt monoparental automatique (CIM) semble être une nécessité. Cela impliquerait de supprimer toute condition de revenu et de pension alimentaire pour en bénéficier et une augmentation du même ordre que celle de l'augmentation des prix depuis 2008 aiderait à limiter l'injustice fiscale affectant ces ménages.



SOUTIEN AUX ENTREPRISES



2. Elargissement de l'amortissement spécial pour les investissements climatiques des entreprises

Pour réduire le coût lié à la transition climatique, il serait opportun d'élargir les coûts couverts par le mécanisme d'amortissement spécial pour les investissements des entreprises dans la transition énergétique. Ce dispositif ne couvre pas à l'heure actuelle les investissements productifs, ni les coûts induits en matière de personnel et de formation.

3. Flécher l'épargne vers les entreprises

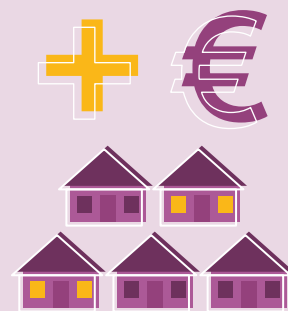
Avec les contraintes pesant sur les ménages à cause de la situation sanitaire, ces derniers ont eu tendance à épargner plus que d'habitude. Dans un contexte de préférence exacerbée pour l'investissement dans l'immobilier, il semble indiqué d'inciter les ménages à utiliser leur épargne excédentaire comme apport de fonds propres aux entreprises locales.



POLITIQUE(S) DU LOGEMENT

4. Réembarquer dans la lutte contre la vacance

En vertu de la loi sur le bail à usage d'habitation « le conseil communal peut obliger les propriétaires des immeubles et parties d'immeubles non occupés destinés à servir de logement sis sur le territoire de la commune à les déclarer à l'administration communale ». Les infractions à cette disposition sont punies d'une peine d'amende comprise entre 1 et 250 euros. Relever le montant des amendes permettrait d'augmenter la contribution de cette mesure dans la lutte contre la vacance.



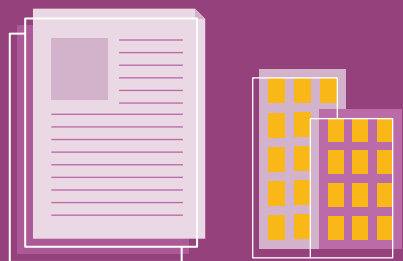
5. Trois propositions concrètes en matière de fiscalité foncière

Il convient de lutter contre la rétention immobilière et foncière dans le cadre d'une réforme globale de l'impôt foncier – qui ne représente que 0,05% du PIB au Luxembourg. A cette fin, il est proposé de réactiver l'impôt foncier dit « B6 » en introduisant un niveau plancher, de créer une « bedroom tax » à la luxembourgeoise et de mettre en place une évaluation plus « scientifique » de la valeur unitaire.

NE PAS INJURIER L'AVENIR

6. Revalorisation de la contribution de l'Etat à l'Université du Luxembourg

Dans le projet de budget pluriannuel, la contribution de l'Etat à l'Université du Luxembourg n'augmente qu'à raison de 2% l'an de 2021 à 2025. Une telle évolution paraît peu réaliste, car elle ne couvrirait pas une revalorisation raisonnable des rémunérations, un renforcement du personnel ou le financement de nouvelles missions éventuelles (master en médecine, pôle développement durable).



7. Création d'une Commission nationale des infrastructures

Particulièrement au Luxembourg, les infrastructures publiques doivent être sélectionnées avec soin et dans une perspective de moyen terme. Il est proposé de créer, sur l'exemple britannique mais en tenant compte des spécificités du Luxembourg, une Commission nationale des infrastructures. Autonome, elle déposerait annuellement un rapport détaillé à la Chambre des Députés.

8. Création d'un Fonds des Calamités au Luxembourg

Pour permettre aux sinistrés de retrouver une vie normale en cas d'événements climatiques graves, il pourrait être opportun de créer un Fonds des Calamités. Avec des réserves mobilisables rapidement, il pourrait aussi octroyer des avances remboursables aux compagnies d'assurance. Neuf types de catastrophes naturelles pourraient ainsi être couvertes.



9. Création d'un Fonds de Codéveloppement transfrontalier

Il pourrait servir à lancer des appels à projets pour co-financer avec les collectivités voisines des infrastructures, des formations, des équipements sociaux, environnementaux... avec une plus-value transfrontalière, c'est à dire contribuant à renforcer la cohérence, l'attractivité et la durabilité du territoire transfrontalier pris dans son ensemble

DÉCRYPTAGES**DÉCRYPTAGE N°17 – JANVIER 2021****LES INÉGALITÉS, SÉQUELLES (À TRAITER) DE LA COVID-19**

par Narimène Dahmani

Il est important de s'intéresser aux conséquences socio-économiques de cette crise majeure sans précédent. De premières pistes de réflexion peuvent en effet être avancées quant aux multiples aspects des inégalités inter et intra-nationales causées et/ou accentuées par la maladie. Dans son ensemble, le Luxembourg semble plus résistant face à la crise que ses voisins européens, grâce à son économie reposant fortement sur les activités financières mais aussi à ses finances publiques plus saines qui lui permettent d'être plus résilient. En revanche, les personnes issues de milieux sociaux défavorisés y sont plus susceptibles que d'autres d'être atteintes par le coronavirus, les jeunes sont beaucoup plus touchés par le chômage depuis le premier confinement de mars et la crise ne touche pas tous les secteurs de manière uniforme.

DÉCRYPTAGE N°18 – FÉVRIER 2021**BANQUES EUROPÉENNES : RÉSISTANTES MAIS PEU PROFITABLE**

par Thomas Valici

Stress test grandeur nature, l'arrivée soudaine de la crise sanitaire liée à la COVID-19 a fortement mis à l'épreuve le secteur bancaire européen. Si elles ont pu être montrées du doigt lors de la crise financière de 2008, force est de constater que les banques européennes font preuve d'une certaine résilience. Toutefois, leur faible rentabilité risque à terme d'être encore plus entamée tandis que les défis qu'elles devront relever pour rester compétitives seront d'autant plus grands.

DÉCRYPTAGE N°19 – MARS 2021**CONSTRUCTION, UN SECTEUR DE POIDS AU LUXEMBOURG**

par Muriel Bouchet

Le décryptage n°19 portait sur un secteur essentiel pour l'économie luxembourgeoise, à savoir la construction. Il s'agissait de répondre à une question simple : quel est le poids exact de cette branche en termes d'activité et d'emploi ? Cette évaluation se basait sur la construction – secteur multiforme s'il en est – telle qu'elle est définie dans les comptes nationaux. Cette « prise de poids » a été effectuée de manière directe dans un premier stade. A été rajoutée dans une deuxième étape l'incidence indirecte de la construction sur la valeur ajoutée et l'emploi, qui reflète les effets d'entraînement de ce secteur sur toutes les autres branches de l'économie, via les différents fournisseurs successifs. Le tout a été « bouclé » par la prise en compte des effets induits, restituant le surcroît d'activité et d'emplois alimenté par la rémunération des employés de la construction (et de ses fournisseurs) ainsi que par les dépenses d'investissement de ces mêmes branches.

UNE ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE RÉSILIENTE EN 2020, MAIS TOUJOURS CONVALESCENTE

par Muriel Bouchet

À en croire les différentes prévisions macroéconomiques ayant émaillé 2020, le PIB luxembourgeois allait connaître un déclin de 4 à 6% au cours de cette même année. Or selon les comptes nationaux publiés par le STATEC en mars, le PIB n'aurait en définitive diminué « que » de 1,3% en 2020. Le Luxembourg a par ailleurs nettement mieux résisté à la crise que la zone euro et les trois pays limitrophes. Cette bonne résilience d'ensemble dissimulait cependant des performances très disparates d'une branche de l'économie à l'autre et elle n'était que très partiellement le reflet de la structure sectorielle « favorable » de l'économie luxembourgeoise. Plus fondamentalement, il convient de suivre de près l'évolution de l'économie luxembourgeoise en 2021 et 2022 dans un contexte toujours incertain voire précaire, certains atouts traditionnels du Luxembourg pouvant même se muer en handicaps.

DÉCRYPTAGE N°21 – OCTOBRE 2021

DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES DURANT LA CRISE COVID

par Michel - Edouard Ruben

La question du devenir de l'épargne forcée accumulée par les résidents depuis le début de la crise sanitaire dans un contexte de décrochage des dépenses de consommation tandis que les niveaux de revenus ont été globalement préservés occupe de nombreux esprits. C'est probablement en pensant à ce confortable matelas que certains évoquaient l'opportunité, voire la nécessité, de mettre en place un impôt Covid-19 sur les ménages qui, « gagnants de la crise », se sont retrouvés avec un excédent d'épargne et – donc – une plus grande capacité contributive.

DÉCRYPTAGE N°22 – NOVEMBRE 2021

REGARDS SUR LE SECTEUR DE L'ASSURANCE AU LUXEMBOURG

par Thomas Valici

Grand bénéficiaire du Brexit, le secteur de l'assurance a su progressivement s'imposer vers les marchés étrangers depuis les années 1980 dans un pays traditionnellement connu pour ses banques. Toutefois, le Luxembourg a fait face à une vague réglementaire de plus en plus contraignante qui pourrait affecter ce secteur si stratégique. Simultanément, de nouveaux défis et de nouvelles opportunités se sont dessinés et pourraient également déterminer l'avenir du secteur.

IDÉE DU MOIS

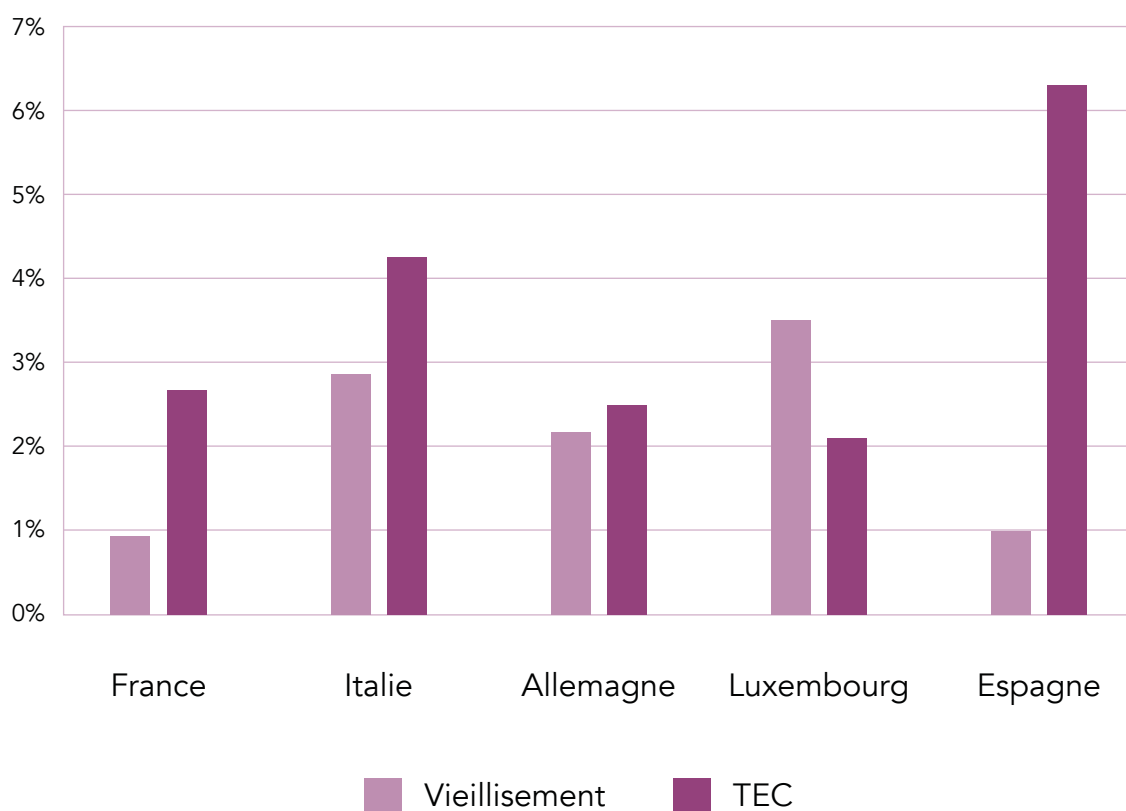
IDÉE DU MOIS N°25 – JUILLET 2021

DETTE COVID : SOUTENABLE ?

par Muriel Bouchet

La crise sanitaire a eu de funestes retombées sur le plan économique et par ricochet en termes de finances publiques. Ainsi, le déficit public en 2020 s'est établi à quelque 11% du PIB en Espagne, à environ 9% du PIB en France et en Italie et il a été de l'ordre de 4% du PIB en Allemagne et au Luxembourg. Avec à la clef une explosion des ratios d'endettement. Une combinaison de plusieurs leviers doit être envisagée en vue d'une « sortie de l'endettement », à savoir un cadre global de surveillance de la soutenabilité à terme des finances publiques, le lancement de processus d'évaluation des dépenses publiques ou un réagencement de la « dette COVID ». Il convient également de favoriser les investissements publics présentant une grande capacité d'entraînement économique et, plus généralement, de privilégier toute politique susceptible de rehausser la croissance économique potentielle.

Graphique 3 : Impact sur les soldes budgétaires du vieillissement et de la transition énergétique et climatique 2023-2040 (en % du PIB)



Source : Groupe de travail sur le Vieillissement démographique (rapport de mai 2021), Eurostat et calculs IDEA.

TABLEAUX DE BORD

Afin d'avoir en permanence un œil sur la situation conjoncturelle du pays, des données secteur par secteur ainsi que sur les principaux phénomènes socio-économiques à surveiller sont présentées dans les tableaux de bord d'IDEA. En juillet 2021, la publication est passée d'un rythme mensuel à une publication tous les deux mois.

JANVIER 2021

LES PRINCIPAUX DÉFIS POUR 2021

FÉVRIER 2021

L'ÉCONOMIE TOUJOURS (PARTIELLEMENT) CONFINÉE

AVRIL 2021

STATU QUO EN ATTENDANT LES VACCINS

MAI 2021

Ô DES ESPOIRS !

JUIN 2021

DÉJÀ HAUT, LE LUXEMBOURG PASSE UN CAP

JUILLET 2021

LA REPRISE EN « V » MAJUSCULE

AOÛT 2021

LA REPRISE ÉCONOMIQUE SE POURSUIT

OCTOBRE 2021

UNE REPRISE MOINS VIGOUREUSE MAIS TOUJOURS RICHE EN EMPLOIS !

DÉCEMBRE 2021

DE LA CROISSANCE ET DES VENTS CONTRAIRES !

LES 3 BLOGS LES PLUS LUS EN 2021

UNE PETITE DOUZAINES DE BIAIS LIÉS AU MARCHÉ IMMOBILIER RÉSIDENTIEL

par Thomas Valici

Avec des taux de croissance annualisés des prix immobiliers résidentiels luxembourgeois qui ont plus que doublé depuis le deuxième trimestre de 2019, sans pour autant que les fondamentaux ne changent et ne puissent réellement justifier de telles évolutions, il pouvait être utile de rappeler les biais cognitifs dont les primo-accédants et investisseurs peuvent parfois être victimes lorsqu'ils achètent un bien immobilier. D'autant qu'une partie de l'épargne forcée, constituée par les ménages les plus aisés lors de la crise du COVID-19, pourrait bel et bien précipiter un afflux supplémentaire de liquidité dans la pierre.

« AOÛT OF THE BOX » : DE LA SURCHAUFFE DES PRIX IMMOBILIERS LUXEMBOURGEOIS

par Thomas Valici

Il n'est pas inhabituel d'entendre que les prix des logements luxembourgeois « seraient justifiés et ne pourraient que monter à terme », avec pour cause toute trouvée le déséquilibre entre l'offre et la demande qui résulte de la croissance économique, du solde migratoire soutenu, des incitations fiscales, du déficit de foncier disponible, des taux d'intérêt bas, de la demande latente provenant des travailleurs frontaliers et même de la solvabilité du pays avec son triple A. Toutefois, même de solides fondamentaux économiques n'impliquent pas une disparition brutale du risque et ne peuvent a priori justifier des progressions de prix qui ont soudainement doublé voire triplé. Dès lors, cette croyance dominante et largement relayée, de façon quasiment virale, mérite une attention particulière. Elle pourrait résulter d'une certaine irrationalité.

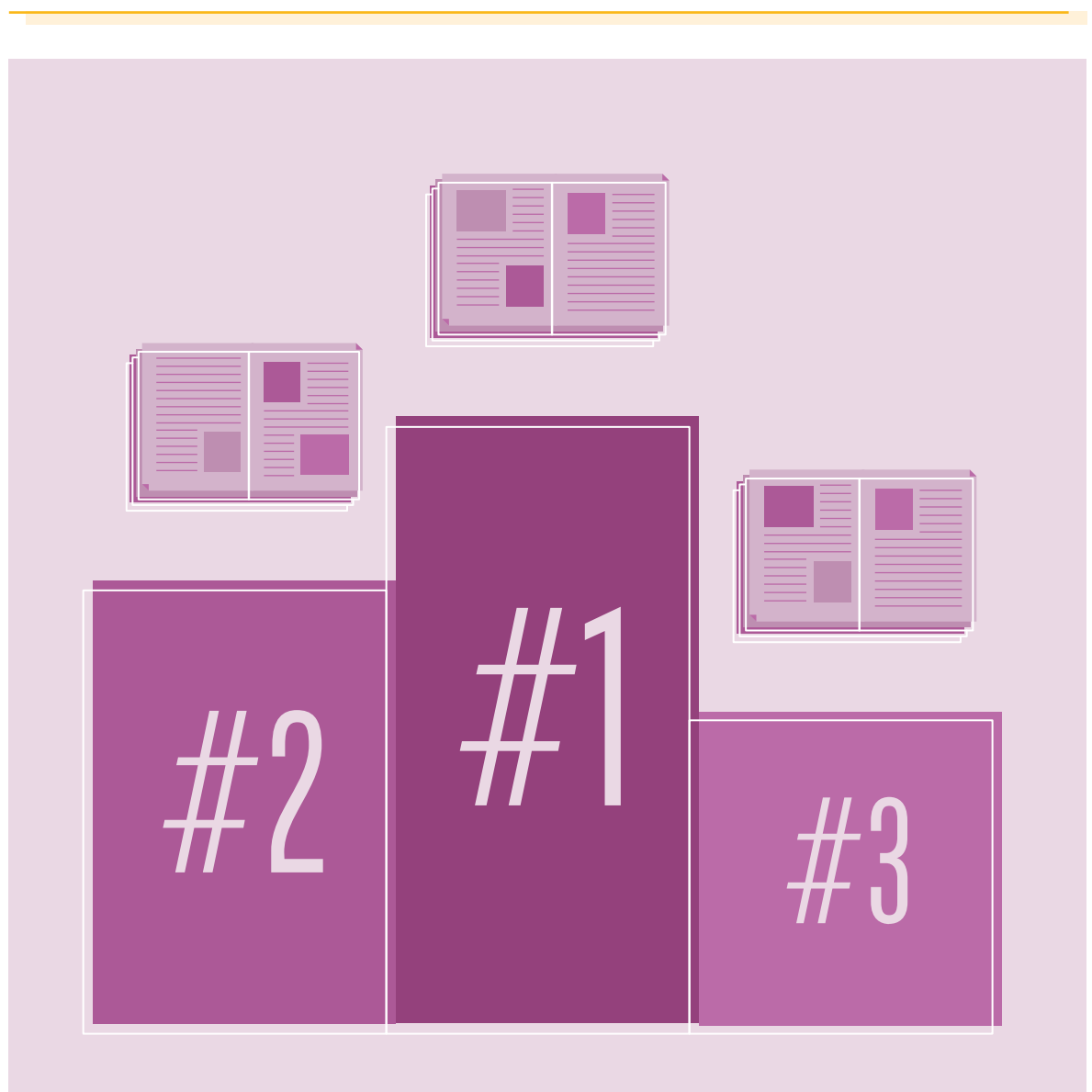
LA FISCALITÉ DU TÉLÉTRAVAIL POUR RELANCER LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

par Vincent Hein

Avec l'urgence de la crise sanitaire, les autorités des pays dans lesquels vivent les quelques 208.000 travailleurs frontaliers ont tous accepté de mettre sous cloche les dispositions des accords bilatéraux qui encadrent la fiscalité de ces salariés, de même que les dispositions en matière de sécurité sociale qui découlent des règles européennes. Avec la suspension de cette règle, indispensable pour que les entreprises luxembourgeoises concernées puissent déployer leurs plans de maintien de l'activité en activant massivement le télétravail, les pays voisins ont fait preuve de solidarité fiscale à l'égard du Grand-Duché.

Quand le moment viendra d'appliquer à nouveau les règles « normales », il y a fort à parier que les employeurs et les salariés ne souhaiteront pas dépasser le seuil des 25% du temps de travail hors-Luxembourg afin d'éviter d'être rattachés à la sécurité sociale du pays de résidence. Il est néanmoins assez probable que les revendications pour se rapprocher de ce seuil deviennent le « new normal ».

L'élément parfois entendu dans le débat public luxembourgeois qui consisterait à demander aux Etats voisins de revoir les seuils d'exonération à la hausse sans compensation n'est pas réaliste, mais une nouvelle base de discussion pourrait permettre d'avancer vers une coopération transfrontalière plus ambitieuse.



ÉDITOS

JANVIER 2021

COMPLÉTER LES ÉTUDES DE MÉDECINE AU LUXEMBOURG : UN « IMPÉRATIF CATÉGORIQUE »

Muriel Bouchet

JANVIER 2021

TWITTER, DONALD TRUMP, ET L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE

Michel-Edouard Ruben

JANVIER 2021

LA FACE CACHÉE DES ÉNERGIES VERTES

Thomas Valici

FÉVRIER 2021

ET SI LA VAGUE DE FAILLITE N'ARRIVAIT JAMAIS ?

Narimène Dahmani

FÉVRIER 2021

LUXLEAKS, OPENLUX, (UN)LUCKYLUX

Michel-Edouard Ruben

MARS 2021

HYSTÉRÈSE, FUTUR MAL DOMINANT ?

Michel-Edouard Ruben

JUILLET 2021

DE LA RÉFORME FISCALE !

Michel-Edouard Ruben

JUILLET 2021

ET MAINTENANT, LA REPRISE EN V !

Vincent Hein

JUILLET 2021

RELANCE, LA PLUS-VALUE EUROPÉENNE

Muriel Bouchet

SEPTEMBRE 2021

JUSQU'ICI TOUT VA PLUTÔT BIEN ?

IDEA

LA PRESSE

IDEA entretient d'excellentes relations avec la presse, comme en témoignent les multiples couvertures et collaborations récurrentes. Il s'agit d'un canal de diffusion privilégié qui permet d'améliorer la diffusion de nos analyses et recommandations ainsi que l'accessibilité de certaines contributions plus scientifiques.



Home > News > Luxembourg > Priorités > Monde > Opinions > On a testé pour vous > 5 choses à savoir

CARTES BLANCHES - CARTE BLANCHE D'IDEA

Compléter les études de médecine au Luxembourg : un "impératif catégorique"

RTL | Actualisé: 08.03.2021 14:42 | 0 Commentaire(s)



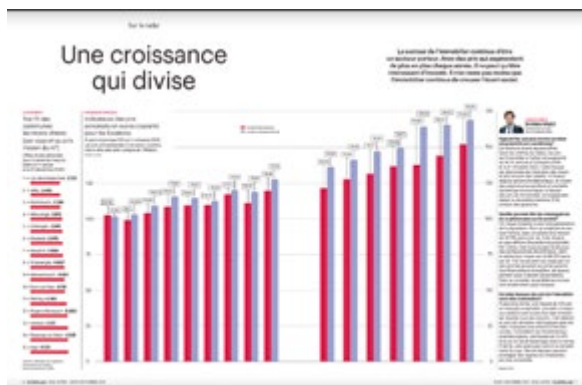
LES PLUS LUS

- Éboulements, course-fu, brûlés**
De nouvelles restrictions entrent en vigueur aujourd'hui au Luxembourg
- "Hoi Dano au tapot"**
Le port hilarant des gendarmes après un double excès de vitesse
- Coronavirus, les dernières infos**
Le Portugal se dirige vers un nouveau confinement
- Message(s)**
Boom de Signal après l'annonce de nouvelles règles sur WhatsApp
- Witcrange**
Un blessé grave dans une collision avec un arbre

Activer votre Espace Client MyFoyer, c'est faire un geste simple pour l'environnement.

L'Association luxembourgeoise des étudiants en médecine (ALEM) a récemment publié une enquête

RTL 5'



PAPERJAM

Découvrir le rapport !

POLITIQUE & INSTITUTIONS — ÉCONOMIE

FONDATION IDEA

La reprise en V se confirme

Écrit par **Jérémy Zabatta**
Publié le 13.07.2021 • Édité le 13.07.2021



Économie 13

Le Luxembourg mal loti sur le télétravail

LUXEMBOURG Le Grand-Duché reste pénalisé sur le télétravail à cause des règles transfrontalières.

Encore balbutiant il y a un an et demi, le télétravail est entré dans la vie courante. Pendant le confinement du printemps 2020, jusqu'à 69% l'ont pratiqué et certains voudraient le pérenniser. «Il y a un avant et un après la crise au niveau du télétravail», lance Vincent Hein, économiste à la fondation Idea. C'est comme quand on a connu la télévision en couleur, on ne veut plus repasser au noir et blanc.

S'il reconnaît que le travail à distance a ses inconvénients, il appelle à une «large discussion concernant la fiscalité, les transports et l'encadrement du télétravail». Celui-ci reste limité: «50% des postes sont télé-travaillables» de manière durable, reprend Vincent Hein, qui estime que le développement du travail à distance «ne changera pas grand-chose dans les transports et ne modifie en rien les besoins d'infrastructures en la matière».

Les quelque 200.000 frontaliers restent limités dans leur pratique du télétravail par les accords entre pays, bien que ceux-ci soient suspendus du temps de la crise. «Il y a une injustice de Luxembourg par rapport à d'autres métropoles, qui n'ont pas de frontières dans leur espace fonctionnel», explique Vincent Hein. En cas de dépassement du seuil, le télétravailleur «paie des impôts sur les seuls jours passés à distance, ce qui peut être avantageux dans certains cas, notamment pour les résidents français». Davantage qu'une barrière, il voit ces règles comme «un casse-tête administratif».

Vincent Hein. PHOTO: EDITPRESS

L'ESSENTIEL

Le Monde

ACTUALITÉS > ÉCONOMIE > LUXEMBOURG

La Mosele partagée entre les vices et les vertus de l'emploi frontalier

Quelques 150.000 Français franchissent chaque jour la frontière pour travailler au Luxembourg. Si les avantages y sont nombreux, ils sont également limités. Cette situation pose de nombreux problèmes pour les communes frontalières. Les élus locaux cherchent des solutions.

Par **Jérémy Zabatta** (reportage de France 24)

Publié le 13.07.2021 à 10h00. Mis à jour le 13.07.2021 à 10h00. 0 commentaire(s)



[Au Luxembourg, beaucoup considèrent que la pérennité du modèle économique national est en jeu. Le très influent groupe de réflexion IDEA, dans un document de travail qu'il vient de publier, écrit que « si certains phénomènes continuent de s'amplifier au rythme actuel (distorsions sur le marché du logement, pénuries de personnel, congestion des infrastructures...), cela pourrait représenter un réel risque pour l'économie luxembourgeoise. Ce constat plaide ainsi pour un renforcement de la coopération transfrontalière selon un objectif de codéveloppement ».]

LE MONDE

Des idées fraîches

Idea, l'iconoclaste *think tank* de la Chambre de commerce recense cette semaine les changements économiques et sociaux liés à la pandémie de Covid-19 : « Le grand public a découvert que les États pouvaient s'adonner au socialisme pandémique et creuser les déficits publics sans dégradation de leur note souveraine par les agences de notation ni tension sur les taux d'emprunt, les entreprises sous-investissent en immobilier de bureau, les ménages (qui le peuvent) sur-épargnent et sous-consomment, les avions sont cloués au sol, le tourisme est avant tout local, le commerce en ligne explose, les cinémas sont désertés au profit du Netflix and chill, la bise n'est plus, les afterworks où il est bon de se montrer non plus, les restaurants d'entreprise tournent au ralenti quand ils ne sont pas fermés, la voiture de fonction offerte à des cadres en télétravail semble être un avantage indu, etc. » Dans son avis annuel, misant sur un succès de la vaccination qui mettrait fin à l'épidémie, Idea dessine quelques scénarios pour l'après. La fondation s'appuie sur un sondage (« consensus économique ») réalisé auprès de 130 « décideurs » pour annoncer une vague de faillites

au deuxième semestre 2021, une stabilisation du chômage (qui a augmenté de 20,5 pour cent de fin 2019 à fin 2020) après le retrait des mesures de soutien et une prévision de croissance plutôt mitigée, entre 1,5 et 2,7 pour cent au Grand-Duché pour l'année... alors qu'un rebond mécanique spectaculaire était prédit l'an passé dans la croyance que la pandémie s'arrêterait au 1^{er} janvier 2021 après une année 2020 cataclysmique. Idea révèle que le recul du PIB l'année dernière se limite à 1,4 pour cent. « L'économie luxembourgeoise a relativement bien adhéré à la route durant le grand confinement et la récession pandémique », notent les économistes de la fondation. Idem, sous le titre « quand je me regarde, je me désole, quand je me compare, je me console » (un aphorisme emprunté au diplomate français Talleyrand), Idea rassure sur le niveau de l'endettement public avec un déficit limité à cinq pour cent du PIB en 2020 quand il est

Ticker

Wann hört das auf?

Impfstoffknappheit, Virusmutanten und womöglich wieder geschlossene Grenzen: In der luxemburger Wirtschaft ist die Stimmung angespannter als Ende 2020

Der Tag danach, dass kein Virus mehr aktiv sein wird, ist für die Wirtschaft ein Traum. Denn dann könnten alle Geschäfte wieder öffnen, alle Schulen und Universitäten wieder in Betrieb sein, alle Reisen wieder möglich sein. Doch die Realität ist anders. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Dieser werden alle
Bürgerinnen in Europa
zu erwarten machen,
was der andere
möglichste denken
kann. Aber selbst die
Unsicherheit zu

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.

Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020. Die Impfstoffknappheit, die Virusmutanten und die womöglich wieder geschlossenen Grenzen sind die größten Sorgen der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist angespannter als Ende 2020.



LAND

Les Frontaliers

6% des actifs résidents et frontaliers en 2018

Au final, le détachement de salariés depuis le Luxembourg représente 4,5 millions de jours de travail.

Le Grand-Duché est le pays européen au plus fort taux de travailleurs détachés (6% des actifs résidents et frontaliers en 2018), loin devant la Slovaquie (3%) et alors que la part du travail détaché reste faible à l'échelle de l'Union Européenne (0,4% des actifs).

Selon le rapport, ce sont autant de journées de travail et de compétences qui à la fois « bénéficient » et « échappent » aux entreprises installées près de la frontière. Les experts précisent que « c'est aussi autant de fiscalité locale, d'impôt sur le revenu (sauf si le détachement dépasse 183 jours) et de cotisations sociales qui sont capotées par le Grand-Duché aux dépens de ses territoires ».

Les Français en tête !

La France concentrait 35% des détachements depuis le Luxembourg, ils seraient ainsi 4 500 (soit l'équivalent de l'usine Sovab à Batilly) à exercer une activité côté français pour le compte d'une entreprise implantée au Grand-Duché.

D'après les estimations de la Fondation IDEA au Luxembourg, 3 500 frontaliers seraient détachés (4% des frontaliers), soit les 2/3 des détachements vers la France depuis le Luxembourg.

Lire [Top 10 des métiers recherchés par les employeurs au Luxembourg](#)

LES FRONTALIERS

LUXEMBOURG

Et si on augmentait le crédit d'impôt monoparental?

Auteur: Thomas Toussaint | Actualisé: 23.11.2021 14:00 | 2 Commentaires

LES PLUS LUS

- Luxembourg**
Grosse baisse du prix de l'essence, le diesel baisse aussi
- Non-violence**
Durcissement des règles pour entrer en France depuis le Luxembourg
- En tenue et armés**
Les agents français en infraction lors d'un plein de carburant au Luxembourg?
- Coronavirus, les dernières infos**
Des semaines pas faciles dans les hôpitaux français
- Centristes, agressions, vote**
Non, le criminalité n'a pas explosé au Luxembourg

Plus de 80% des ménages monoparentaux, davantage confrontés à des difficultés financières, sont composés d'une femme comme seule référente. / © Jonathan Borla / Unsplash

La Fondation Idea présente ce mardi une série de mesures pour améliorer le projet de budget 2022. Parmi ces idées figurent une proposition pour soulager les familles monoparentales.

RTL 5'



Fondation IDEA a.s.b.l.
7, rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg

fondation-idea.lu